

*Investissement Canada—Loi*

payer pour épargner les emplois des Canadiens, sauvegarder nos ressources et favoriser notre recherche.

D'autres pays prennent des mesures très sévères pour se protéger contre la concurrence et les produits de l'étranger. Aux États-Unis, haut lieu de la notion conservatrice de la libre entreprise, on trouve certes de l'entreprise, mais elle n'est pas libre, du moins pas pour tous. D'après une étude menée récemment par le Brookings Institute, 35 p. 100 des biens manufacturés aux États-Unis sont protégés par des quotas, des règles favorisant l'achat de produits américains et d'autres restrictions non tarifaires; en outre, toujours d'après cette étude, cette protection a augmenté au lieu de diminuer; en effet, elle a augmenté de 15 p. 100 depuis trois ans, sous le régime Reagan. Tandis que nos scouts conservateurs font preuve de sollicitude à l'égard des États-Unis et ouvrent toutes grandes les portes aux investisseurs américains et autres, voilà que nos voisins du Sud leur ferment la porte au nez avec leurs mécanismes protectionnistes.

Le gouvernement conservateur est non seulement mauvais, monsieur le Président, il est désastreux. Si les détenteurs de capitaux américains ou étrangers décident d'investir au Canada, ce n'est certainement pas parce que nous aurons pu modifier le nom de l'Agence d'examen de l'investissement étranger en Investissement Canada—LIC au lieu d'AEIE. Ces gens décident d'investir au Canada parce qu'ils estiment que leur investissement va fructifier et leur rapporter des bénéfices et des gains en capital. Ils apprécient la sécurité que nous leur offrons et les bénéfices qu'ils réalisent chez nous, et ce n'est certainement pas à cause du changement de nom de cet organisme ou encore parce qu'ils ne sont plus tenus de remplir autant de formulaires fastidieux qu'ils investissent au Canada. Leur décision tient au fait qu'il est encore possible de gagner de l'argent au Canada et que notre pays est sûr et son gouvernement, stable. Le Canada est un pays stable où il fait bon vivre, travailler et investir. Voilà pourquoi les détenteurs de capitaux seront portés à investir chez nous. Ce n'est pas avec des changements superficiels ou en bradant le pays qu'on réussira à attirer les investisseurs américains et étrangers. S'ils viennent chez nous, c'est qu'il y a des bénéfices appréciables à réaliser avec des investissements intéressants.

Malgré les affirmations et les statistiques trompeuses et ridicules que nous ont fournies les conservateurs avant, pendant et après les élections, l'investissement étranger, qu'il soit direct ou sous forme de nouvelles valeurs en portefeuille, est très considérable. La stabilité de notre pays et sa situation propice à l'investissement incitent les détenteurs de capitaux à y investir. Je vous remercie, monsieur le Président, du temps de parole que vous m'avez accordé.

**M. Ian Deans (Hamilton Mountain):** Monsieur le Président, en ce premier jour, compte tenu du nouvel ornement que je porte, je pense devoir dire quelques mots, histoire d'interrompre tous les chahuts auxquels je vais devoir m'habituer.

Mon propos n'est pas de faire un discours à ce sujet aujourd'hui mais simplement d'émettre quelques opinions au sujet de la mesure prise par le gouvernement et essayer d'établir le parallèle avec ce qui se passe actuellement à Washington. Il y a quelque temps, j'ai déclaré, au nom des collègues de mon parti, que nous redoutions vivement un désastre économique si notre pays n'est pas en mesure de déterminer le genre d'investissement, d'expansion et de possibilité d'emplois qu'il souhaite à l'intérieur de ses frontières. Il est tout aussi important de

pouvoir décider quand et dans quelles circonstances les étrangers peuvent investir dans notre pays.

● (1220)

Nous entendons souvent les conservateurs—pas nécessairement les députés conservateurs, car plusieurs libéraux ont une attitude conservatrice—faire valoir que le Canada n'a pas besoin de contrôler les investissements, parce que les investisseurs américains agiront au mieux des intérêts du monde des affaires et, du même coup, au mieux des intérêts de notre pays. Un tel raisonnement comporte tellement d'erreurs qu'il serait impossible de les nommer toutes dans le peu de temps dont nous disposons aujourd'hui.

D'abord, je n'ai jamais cru que l'Agence d'examen de l'investissement étranger que nous avions remplissait la mission qui lui avait été confiée avec autant d'intensité que je l'aurais souhaité. Même si cette agence obtenait des engagements au sujet des emplois, de la recherche et du développement et de la façon dont les investisseurs se comporteraient, en réalité elle ne faisait pas grand-chose pour s'assurer qu'ils étaient suivis et veiller à ce que les investisseurs les respectent vraiment.

Malgré tout, elle nous permettait d'avoir un droit de regard sur les investissements et de savoir ce que faisaient les investisseurs étrangers et comment ils se comportaient par rapport aux employeurs et aux sociétés du Canada qui opéraient dans le même secteur économique. Par conséquent, l'AEIE était utile à cet égard, car ses rapports permettaient d'établir qui achetait, combien les investisseurs accumulaient et quels secteurs de l'économie les intéressaient le plus. Elle était utile, car elle exigeait que les investissements étrangers soient connus du public. Elle permettait également aux Canadiens de dire non, si c'était la solution la plus sage. Je crois que la mesure que propose actuellement le gouvernement éliminera ces aspects fort utiles.

Ce que je trouve le plus inquiétant, c'est que pendant que le gouvernement canadien élimine l'AEIE, les investisseurs américains qui parlent de leur économie nationale conseillent à leur gouvernement de limiter l'entrée du Canada aux États-Unis, sinon sur le plan des investissements, en tout cas sur celui des exportations.

La semaine passée, à Washington, des audiences ont eu lieu sur le libre-échange, sectoriel ou autre, afin d'établir ce que les hommes d'affaires américains croient être leurs intérêts supérieurs. J'ai été un peu étonné de lire dans la presse que la majorité des témoins aux audiences recommandent au Congrès américain de s'opposer aux Canadiens qui préconisent le libre-échange sectoriel.

Monsieur le Président, je sais que vous vous intéressiez à cette question avant d'être nommé à votre poste prestigieux. Lorsque la Chambre des communes a été saisie de ce dossier dans le passé, il m'a toujours semblé que le Canada répondait à des questions posées par la Maison-Blanche au sujet de l'élimination des obstacles tarifaires afin de libéraliser les échanges entre les deux pays. L'ex-ministre du Commerce ou le ministre actuel ont laissé entendre que les pourparlers avaient été amorcés par les États-Unis, mais il semble que les Américains disent le contraire. Aux fabricants, industriels et investisseurs américains qui s'inquiétaient de la situation économique